

Déclarations / communiqués

Pire que les Panama Papers, les 28 pages sur le 11 septembre !

jeudi 14 avril 2016



COMMUNIQUÉ DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE DE JACQUES CHEMINADE

Face aux graves menaces terroristes qui pèsent sur notre pays, Jacques Cheminade, candidat à l'élection présidentielle de 2017, vient d'exiger, une fois de plus, du gouvernement français qu'il « mette fin à notre collaboration militaire avec les dirigeants actuels de l'Arabie saoudite ».

Il lui demande aussi de faire pression sur les autorités américaines pour que « soit levé le secret-défense sur les 28 pages du rapport de la Commission bipartisane du Congrès sur les attentats du 11 septembre, qui prouveraient la complicité du gouvernement saoudien dans ces attentats ».

La pression monte, en effet, aux États-Unis sur ce dossier. Le 10 avril 2016, [la très populaire émission 60 Minutes de la chaîne CBS News](#) a été entièrement consacrée au combat mené par des élus et des associations des victimes du 11 septembre, pour obtenir la publication des 28 pages censurées de cette enquête du Congrès américain, contenant des preuves sur l'implication des réseaux saoudiens dans les attentats du 11 septembre 2001.

Le refus du président Obama de publier ces pages, malgré sa promesse faite aux familles de victimes après son élection, fait de plus en plus scandale car elle témoigne de la protection offerte par l'État américain aux réseaux saoudiens soutenant le terrorisme.

Sous pression au niveau national et international, et à la veille d'un important voyage en Arabie saoudite, le Président américain a laissé entendre à l'ancien sénateur Bob Graham, co-président, à l'époque des faits, de la Commission bipartisane du Congrès sur les attentats du 11 septembre et figure emblématique de cette mobilisation, qu'il prendrait une décision sur la déclassification d'ici un mois ou deux.

Il y a plusieurs années que Jacques Cheminade et le parti qu'il a fondé, Solidarité et progrès, [soulignent l'importance stratégique de rendre publiques ces 28 pages](#).

Dans un communiqué envoyé à la presse le 9 janvier 2015, à la suite des terribles attentats commis en France, nous avons repris [les déclarations de Bob Graham](#) :

La non-publication [de ces 28 pages] constitue bel et bien une menace à la sécurité nationale, et nous venons d'en avoir un nouvel exemple, aujourd'hui, à Paris. La conséquence de notre passivité à l'égard de l'Arabie saoudite (...) est une menace pour le monde, comme nous l'avons vu ce matin à Paris.

Jacques Cheminade s'est exprimé à plusieurs reprises sur cette question urgente :

Le 11 décembre 2014, lors d'un colloque à l'Assemblée nationale, [il expliquait les liens historiques entre l'oligarchie financière britannique et le terrorisme international](#). Sa collaboratrice, Christine Bierre, [décrivait, de son côté, toute la bataille en cours aux États-Unis pour déclassifier les 28 pages et le rôle joué par les Saoudiens dans le terrorisme](#).

Dans une vidéo diffusée le 23 décembre 2014, [il exigeait de tarir le terrorisme anglo-wahhabite](#) à sa source financière et de rompre avec les réseaux qui le manipulent, certains étant liés à l'Arabie saoudite.

Le 7 janvier 2015, jour de l'attentat contre *Charlie Hebdo*, il invitait les Français, sur les réseaux sociaux, à suivre en direct une conférence de presse se tenant à Capitol Hill, où Bob Graham, accompagné des élus des deux partis ayant déposé le projet de loi HR 428 pour déclassifier ces pages, ainsi que de représentants d'associations des victimes, présentaient leur demande de « *déclassification* ». De nombreux journalistes furent contactés, sans qu'un intérêt réel se manifeste pour cette question.

L'affaire des 28 pages est une question de sécurité nationale. Il est crucial d'en informer le public et de faire en sorte que Jacques Cheminade puisse présenter ses propositions sur ce sujet.